

# Europe : agir ensemble pour la décarbonation



Cliquez ici pour  
télécharger notre  
rapport

Paris, le 16 septembre 2021 - À quelques semaines de la COP26, dans son rapport *Europe : agir ensemble pour la décarbonation*, publié aujourd'hui, l'Institut Montaigne appelle l'Union européenne à mettre en place une stratégie claire pour accélérer la transition énergétique d'ici 2050. Celle-ci repose sur quatre piliers :

- saisir l'opportunité des plans de relance européens pour accélérer la décarbonation de l'économie européenne, grâce à des réformes et des investissements ciblés, et mettre en place une politique européenne centralisée de développement de l'hydrogène ;
- mettre en place un système de traçabilité carbone pour informer les consommateurs, qui doivent être placés au centre du jeu, mais aussi évaluer les entreprises et faciliter la mise en place d'un ajustement carbone aux frontières ;
- renforcer la politique de tarification des émissions de CO<sub>2</sub> et redistribuer ses recettes afin d'assurer la justice sociale ;
- renforcer la coordination sur les sujets de transition énergétique et susciter l'adhésion au sein de l'Union européenne.

*"La transition énergétique européenne peut constituer un réel levier pour créer de nouveaux pôles de compétitivité économique et technologique et de nouvelles filières d'excellence, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, de l'hydrogène et des batteries électriques, des filières créatrices de valeur et d'emplois "verts". Elle ouvre également de nouvelles perspectives géopolitiques et sociales pour l'Union européenne. En ce sens, accélérer et compléter le Green Deal européen en intégrant les intérêts divergents des différents États-membres et en accompagnant dans la durée les effets de cette transformation apparaît indispensable. Si elle est bien gouvernée, la transition énergétique européenne peut constituer un réel levier pour créer de nouveaux pôles de compétitivité économique et technologique et de nouvelles filières d'excellence, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, de l'hydrogène et des batteries électriques, des filières créatrices de valeur et d'emplois "verts". Elle ouvre également de nouvelles perspectives géopolitiques et sociales pour l'Union européenne. En ce sens, accélérer et compléter le Green Deal européen en intégrant les intérêts divergents des différents États-membres et en accompagnant dans la durée les effets de cette transformation apparaît indispensable."* explique **Christian Gollier**, directeur général de la Toulouse School of Economics et président du groupe de travail à l'origine du rapport de l'Institut Montaigne.

**France, Allemagne et Pologne :  
dépasser les oppositions en matière de politiques énergétiques**

Afin de porter les réflexions sur la transition énergétique au niveau européen, l'Institut Montaigne a réuni un groupe de travail autour de **Christian Gollier, directeur général de la Toulouse School of Economics**, et s'est penché sur la situation de trois pays au sein de l'UE : **la France, l'Allemagne et la Pologne**.

Au total, près d'une cinquantaine d'auditions avec des interlocuteurs économiques, industriels, politiques, académiques ainsi que des acteurs de la société civile de ces trois pays ont permis au think tank d'aboutir à des comparaisons détaillées.

Ce format inédit révèle que le non-alignement des politiques de l'énergie de **la France, l'Allemagne et la Pologne** pose problème et qu'il est nécessaire de travailler aux convergences possibles ainsi qu'aux outils à mettre en place afin d'atteindre les objectifs que l'Union européenne s'est fixés.

**Plan de relance européen : une opportunité historique d'accélérer la transition énergétique, à condition de cibler efficacement les investissements**

La manne financière que représente les plans de relance européens (750 milliards d'euros) permet clairement d'accélérer la transition énergétique. Mais cette manne ne garantit pas sa réussite. Il faut s'assurer de l'efficacité des investissements visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> tout en garantissant la sécurité énergétique de l'Union et en maîtrisant l'impact économique de cette transformation.

Si les plans de relance nationaux mettent en exergue les différences entre les États, tant en termes d'états des lieux que d'ambitions quant à la transition énergétique, ils permettent aussi de souligner des défis communs et des trajectoires partagées qui pourraient largement contribuer à l'accélération de la transition énergétique européenne. C'est notamment le cas sur les deux axes forts que constituent le développement de la technologie hydrogène et la décarbonation du secteur du transport.

**La mise en place des standards européens pour définir le contenu carbone des produits et des activités**

Pour atteindre la neutralité pour le climat d'ici 2050, le citoyen doit être placé au centre du jeu : par ses choix de consommation, il participe à la transition. Il est donc crucial qu'il puisse être bien informé sur le contenu carbone de chaque produit et de chaque service.

Or il n'existe pas aujourd'hui de système satisfaisant qui permette de comparer l'empreinte carbone des biens de production ou de consommation. Les manquements sont nombreux : méthodologies multiples et non-comparables (e.g. difficulté d'une généralisation de l'étiquetage), taxonomie peu claire, absence de référentiel officiel, information non-certifiée, etc. Il existe un défi technique à disposer d'une méthodologie unifiée et d'un système de comptabilité carbone certifié au niveau européen, qui permette une véritable traçabilité carbone des biens de production ou de consommation.

## Le renfort de la politique de tarification du carbone

Une tarification du carbone existe déjà en Europe grâce au marché de quotas EU ETS. Mais ce marché a été dysfonctionnel jusqu'à peu, en induisant un prix du carbone bien trop faible par rapport aux dommages climatiques engendrés. En plus, la volatilité très élevée du prix du carbone sur ce marché n'offre pas l'environnement économique et la visibilité de long terme nécessaire à rassurer les entrepreneurs verts, ce qui retarde d'autant les investissements privés indispensables.

Dans ce rapport, l'Institut Montaigne soutient les recommandations qui visent à substituer l'objectif uniquement en quantité actuelle en un objectif mixte intégrant une cible crédible de prix du carbone à long terme, que ce soit par un mécanisme de prix plancher ou par la création d'une banque centrale du carbone indépendante.

La hausse importante du prix du carbone compatible avec les objectifs climatiques ambitieux de l'Union aura des conséquences adverses en termes d'inégalités sociales, mais l'existence de revenus fiscaux et une politique redistributive ambitieuse permettront de contrer ces effets, tout en compensant les premiers perdants de la transition dans les régions charbonnières notamment.

## La coordination sur les sujets de transition énergétique et l'adhésion au sein de l'Union européenne doivent être renforcées

Dans le domaine des politiques énergétiques, il existe une divergence entre l'UE et les États-membres. Or, une vision intégrée de la transition énergétique européenne est nécessaire à l'optimisation des investissements de la transformation des systèmes énergétiques européens.

La création d'une agence européenne de transition énergétique (AETE), indépendante, aux compétences étendues, apparaît nécessaire. L'AETE devra suivre, anticiper et conseiller la Commission sur la transition énergétique, observer la bonne marche de la transformation des systèmes énergétiques et conduire des études d'impact sur les coûts énergétiques, la sécurité énergétique et l'impact social de ces transformations.

Cliquez ici pour découvrir les propositions de l'Institut Montaigne pour une stratégie européenne unifiée de transition énergétique

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#)

Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#)

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

06 99 79 43 62 - [loliveau@institutmontaigne.org](mailto:loliveau@institutmontaigne.org)

**À propos de l'Institut Montaigne :** *think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*